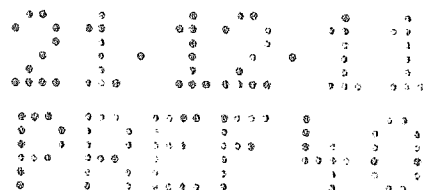


DEPARTEMENT DES LANDES

COMMUNE DE SAINT PAUL EN BORN



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2011

L'an deux mille onze, le quinze Décembre, à dix huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT PAUL EN BORN, dûment convoqué le 7/12/2011, s'est réuni salle de la Mairie de SAINT PAUL EN BORN, sous la présidence de Monsieur Jacques LAMOTHE, Maire.

ETAIENT PRESENTS : Bernard LALUQUE - Michel KUBIAK - Anne SENTUC - Didier TROUVE - Eliane VIGNERES - Robert ALDECOA - Marie-France SERRIS - Marie-Laure LAFITTE - Catherine DIAZ - Pascal PEROTTI - Bernard HAMEL - Philippe SALUDAS.

ETAIENT ABSENTS EXCUSES : Francis MAGNALDI (pouvoir) - Denis DUFAU.

OBJET : APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT PAUL EN BORN

- Vu la loi n°2000-1208 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 ;
- Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'Urbanisme et l'Habitat ;
- Vu le décret n° 2001.260 du 27 mars 2001 modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, et relatif aux documents d'urbanisme ;
- Vu le décret d'application n°2004-531 du 9 juin 2004 modifiant le Code de l'Urbanisme ;
- Vu la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement ;
- Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement,
- Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,

- Vu la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche,
- Vu la loi n° 2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne,
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 123-1 et suivants, R. 123-1 à R. 123-25 ;
- Vu le Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 juin 2005 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 21 décembre 2010 tirant le bilan de la concertation ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 21 décembre 2010 arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme ;
- Vu les avis des personnes publiques associées et consultées ;
- Vu l'arrêté municipal en date du 25 juillet 2011 soumettant à enquête publique le projet de Plan Local d'Urbanisme;
- Vu l'arrêté de Monsieur le Président de la Communauté de Communes de MIMIZAN en date du 22 juillet 2011 soumettant à enquête publique le zonage d'assainissement de la commune de SAINT-PAUL-EN-BORN;
- Vu les enquêtes publiques conjointes relatives au Plan Local d'Urbanisme, et au zonage d'assainissement de la commune de SAINT-PAUL-EN-BORN qui se sont déroulées du 29 août 2011 au 29 septembre 2011 inclus,
- Vu le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur en date du 25 octobre 2011,
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2011, par laquelle le Conseil Municipal a opté pour les dispositions antérieures à la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme, conformément aux dispositions de la loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire en date 30 Novembre 2011 approuvant le zonage d'assainissement communal ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2011 soumettant à déclaration préalable l'édification d'une clôture conformément à l'article R.421-12 du Code de l'Urbanisme ;
- Considérant que le Plan Local d'Urbanisme de SAINT-PAUL-EN-BORN a été arrêté par délibération du Conseil Municipal le 21 décembre 2010,

- **Considérant** les avis favorables du Commissaire Enquêteur quant au projet de Plan Local d'Urbanisme et au zonage d'assainissement de la commune tels que présentés à l'enquête publique ;
- **Considérant** que les résultats de l'association de l'ensemble des personnes publiques et de ladite enquête publique nécessitent d'apporter quelques modifications au Plan Local d'Urbanisme, telles que développées dans les annexes jointes à la présente délibération ;
- **Considérant** que conformément à l'article R. 123-17 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme arrêté a été notifié à la Chambre d'Agriculture des Landes et au Centre Régional de la Propriété Forestière d'Aquitaine,
- **Considérant** qu'en l'absence d'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière dans le délai de deux mois à compter de la notification du dossier de Plan Local d'Urbanisme arrêté, celui-ci est réputé favorable,
- **Considérant** l'enquête publique relative au zonage d'assainissement conjointe à l'enquête publique relative au Plan Local d'Urbanisme, le rapport et conclusions du Commissaire Enquêteur ;
- **Considérant** les avis favorables du Commissaire Enquêteur quant au Plan Local d'Urbanisme et zonage d'assainissement communal.

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal de SAINT-PAUL-EN-BORN a prescrit par délibération en date 30 juin 2005 l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune selon les modalités d'association des Personnes Publiques Associées et de consultation des autres personnes publiques, ainsi que d'organisation de la concertation de la population conformément aux articles L. 123-19 et L. 300-2 du Code de l'Urbanisme.

Monsieur le Maire rappelle les phases de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, et à quel stade il se trouve aujourd'hui.

De nombreuses réunions de travail ont été conduites par la municipalité, plus particulièrement par la commission urbanisme, auprès des différents Services de l'Etat compétents en matière d'urbanisme et d'environnement, des partenaires de la commune associés à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, mais également auprès de la population.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme, après avoir été arrêté par délibération du Conseil Municipal, qui préalablement à cette décision a tiré le bilan de la

concertation, a successivement été soumis à l'avis des personnes publiques associées et consultées, puis à l'enquête publique.

Monsieur le Maire rappelle les principaux objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire expose la traduction de ces objectifs dans le document d'urbanisme, conformément à l'article R. 123-4 du Code de l'Urbanisme, à savoir, le règlement des zones, « U » (ou zones urbaines), « AU » (ou zones à urbaniser), « A » (ou zones agricoles), « N » (ou zones naturelles et forestières), ainsi que les documents graphiques l'accompagnant.

Les observations recueillies dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées et consultées ont été analysées en Conseil Municipal et sont traitées en annexe jointe à la présente délibération.

Les observations recueillies dans le cadre de l'enquête publique du projet de Plan Local d'Urbanisme qui s'est déroulée du 29 août 2011 au 29 septembre 2011, sont traitées en annexe jointe à la présente délibération.

- Considérant que le projet de Plan Local d'Urbanisme, ainsi modifié tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 123-10 du Code de l'Urbanisme ;

Suite à l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'amender le Plan Local d'Urbanisme en fonction des modifications issues des phases de consultation telles qu'exposées en annexes de la présente délibération relatives aux observations des Personnes Publiques Associées et Consultées et aux observations et décisions issues de l'enquête publique,

- d'approuver le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINT-PAUL-EN-BORN tel qu'il est annexé à la présente délibération.

La présente délibération du Conseil Municipal fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal, conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme,

Le Plan Local d'Urbanisme approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et aux heures habituelles d'ouverture des bureaux ainsi qu'à la Préfecture des Landes.

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération du Conseil Municipal peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et de sa transmission par le représentant de l'Etat dans le département.

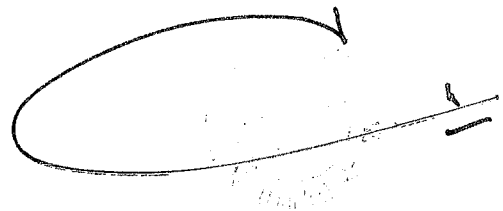
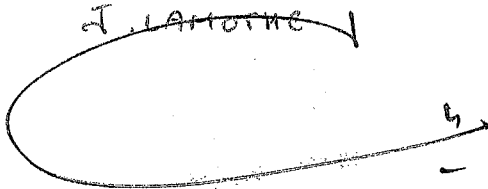
Fait à SAINT PAUL EN BORN,
Le 16 Décembre 2011

Le Maire
J LAMOTHE

DELIBERATION RENDUE EXECUTOIRE.
Transmise à la Préfecture le 21/12/2011
Publiée ou notifiée le 23/12/2011
DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME

Le Maire,

J. LAMOTHE

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. LAMOTHE', with a long horizontal stroke extending to the right.A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. LAMOTHE', with a long horizontal stroke extending to the right.